

# LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 22 DECEMBRE 1830.

NO. 86

## FRANCE.

PARIS, 2 novembre.

### NOUVEAU MINISTÈRE.

Le ministère français est reconstitué sur les bases suivantes :

M. Laffitte, ministre des finances, président du conseil des ministres.

M. Dupont de l'Eure, garde-des-sceaux, ministre de la justice.

M. le maréchal Gérard, ministre de la guerre.

M. le comte Sébastiani, ministre de la marine et des colonies.

M. le maréchal Maison, pair de France, ministre des affaires étrangères.

M. le comte de Montalivet, pair de France, ministre de l'intérieur.

M. Mérilhou, ministre de l'instruction publique, des cultes et président du conseil d'état.

Trois sous-secrétaires d'état seront attachés aux ministères des finances, de l'intérieur et de la guerre.

On annonce que M. le conseiller d'état Thiers est nommé sous-secrétaire d'état au ministère des finances.

MM. de Broglie, Guizot, Molé et Louis, ministres à portefeuille, se trouvent ainsi remplacés.

Il n'y a plus de ministres sans portefeuille ; par conséquent, MM. Casimir Perier, Dupin aîné et Bignon cessent de faire partie du conseil.

— Le prince de Woronski, ministre de la maison de l'empereur de Russie, est nommé ambassadeur de Russie à Paris. On ignore encore l'époque de son arrivée.

30 octobre.

M. de Barante vient d'être nommé ministre plénipotentiaire à Turin.

— L'interrogatoire des ex-ministres a été terminé le 28 octobre à Vincennes. On croit qu'ils y resteront jusqu'à la veille du jour fixé pour les débats. M. Frost, ancien capitaine de la garde impériale, qui les garde en ce moment à Vincennes, sera aussi leur concierge à Paris.

— Des lettres particulières de Constantinople du 27 septembre mandent, que le gouvernement turc s'est enfin décidé, d'après les communications qu'il avait reçues de Vienne, à reconnaître le nouveau roi des Français.

— Le correspondant de Hambourg dit que selon des lettres particulières de Brunswick, le duc Charles aurait abdiqué. On ne sait point si c'est en faveur de son frère qui, en ce moment, a été appelé par le peuple à la tête de l'administration du duché.

— On écrit de Constantinople, que la Porte ayant acquitté un nouveau terme de contribution à la Russie, les troupes russes ont dû évacuer Varna le 2 octobre.

— On lit dans le *Courrier des Tribunaux* :

Des bandes de malfaiteurs et d'incendiaires parcourent dans ce moment l'arrondissement de Mortagne (Orne) ; tous paraissent se diriger du côté de Nogent-le-Rotrou, comme si c'était là le lieu de ralliement. Le 14, le 16, le 17 octobre, un quadruple incendie, allumé par la malveillance, a consumé presque entièrement une vaste auberge, dit l'auberge de la Fourche, dans la commune de Coulonces-les-Sablons. La justice de Mortagne s'est empressée de s'y transporter. Trois hommes, dont deux sont fort suspects, surtout à cause des papiers qu'on a trouvés sur eux, ont été arrêtés : les lettres dont ils étaient porteurs sont écrites dans un style d'argot qu'ils ne peuvent pas expliquer raisonnablement. L'arrondissement de Nogent-le-Rotrou est limitrophe. Le 18 octobre, Mandalou, commune de ce dernier arrondissement, a été le théâtre d'un nouvel incendie. Le 24 octobre, deux bâtiments dépendant de la ferme de Secheterre, dans la commune de Saint-Martin-de-Vieux-Bélesme, ont été la proie des flammes. Un prétendu marchand d'aiguilles était venu le jeudi précédent, sous le prétexte d'offrir sa marchandise, pour explorer les localités ; il aura certainement remarqué que le pressoir de la ferme de Secheterre, par lequel le feu a commencé, n'était point fermé par une porte, et que beaucoup de paille remplissait le pressoir. Or, le 24 octobre, sur les neuf heures et demie du matin, une domestique, restée seule pendant que ses maîtres étaient à la messe, a vu un homme d'un certain âge s'approcher de l'ouverture du pressoir, lancer rapidement une espèce de petite boule bleue grosse comme une noisette. Aussitôt le feu s'est manifesté, et des enfants ont remarqué le même homme fuyant à toutes jambes.

M. Ballot, maire de Bélesme, a immédiatement fait sonner

le tocsin, battre la générale, et a fait avertir les maires des communes voisines. C'est aux soins actifs de M. Ballot que l'on doit l'arrestation d'un vagabond, vu une heure et demie après l'incendie dans une commune voisine, n'ayant que trois liards dans sa poche, et sans aucun paquet, quoiqu'un témoin ait vu le même homme, quelques instans auparavant, portant sur le dos une petite boîte blanche, qui probablement contenait un déguisement ; car un autre témoin aurait aperçu de loin un homme se déshabillant pour changer de costume. Le même vagabond a même voulu jeter une pierre à un enfant qui le regardait.

Toutes les campagnes, nuit et jour, sont sous les armes, et l'on arrête les personnes qui paraissent suspectes. Parmi les prévenus que l'on vient d'écrouer dans la maison d'arrêt de Mortagne, il en est douze qui paraissent faire partie d'associations d'incendiaires ; il est même probable que l'on tient un chef de bande. La correspondance trouvée sur ces prévenus prouve que dans le tems où la malveillance promenait sa torche incendiaire dans la ci-devant province de Normandie, les prévenus se trouvaient toujours la où le crime se faisait apercevoir. Deux d'entre eux ont déjà été arrêtés à Pont-l'Évêque comme prévenus d'incendie et mis en liberté par suite d'une ordonnance de non-lieu, à défaut de charges suffisantes.

— Quoique le tems ne l'ait point favorisée, la grande revue des gardes nationales du département de la Seine, passée le 31 octobre par le roi, a offert un aspect des plus imposants. Environ quatre-vingt mille hommes, artillerie, cavalerie, infanterie, remplissaient le Champ-de-Mars. Les huit premières légions de Paris occupaient la droite de l'école militaire ; les quatre dernières légions de la banlieue étaient postées à gauche ; la cavalerie était en bataille en face, et l'artillerie de l'auche ; la cavalerie était en bataille en face, et l'artillerie de l'auche ; la cavalerie était en bataille en face, et l'artillerie de l'auche. Le roi a commencé à midi à circuler sur le front des légions. Le général Lafayette, les maréchaux Gérard, Soult, un grand nombre de généraux, des officiers supérieurs étrangers se distinguaient dans l'état-major qui entourait S. M. A trois heures moins un quart, après avoir fait distribuer des drapeaux aux bataillons qui n'étaient pas encore formés lors de la revue du 29 août, le roi s'est placé devant le pavillon de l'école militaire, et toutes les légions ont défilé devant lui, celles de la banlieue en tête, suivies de l'artillerie, de la garde nationale à cheval, et enfin des douze légions parisiennes. Les gardes nationales de la banlieue, non encore entièrement équipées, offraient néanmoins des bataillons complets de la plus belle tenue et déjà formés au maniement des armes et aux manœuvres. Le Champ-de-Mars offrait un coup-d'œil pittoresque par la diversité d'équipement des différentes compagnies de grenadiers, chasseurs, voltigeurs, pompiers, artilleurs et gardes à cheval. A cinq heures un quart, le défilé de toutes les légions était terminé. Le roi, que les spectateurs et les gardes nationaux avaient salué de leurs vives acclamations, était rentré au Palais-Royal à six heures.

(*Courrier Français.*)

— Il n'y aura pas à Paris de messe du Saint-Esprit, à la rentrée des cours et tribunaux. On a pensé avec raison que cet usage avait dû cesser sous l'empire d'une Charte qui ne reconnaît plus en France une religion d'état.

Le 22 octobre le roi a reçu à une heure son excellence l'ambassadeur d'Autriche, qui a eu l'honneur de présenter à Sa Majesté ses lettres de créance. Il a été présenté à S. M. par M. le ministre des affaires étrangères.

— On rapporte comme certain que l'empereur de Russie a ouvert un crédit considérable à Londres en faveur de Charles X.

— Plusieurs officiers dévoués à la dynastie déchue ont été, dit-on, reconnus dans les rassemblements du 18. On ne conçoit pas comment la police n'appelle pas la publicité à son aide et ne fait pas connaître à quel parti appartiennent les agitateurs. Ce serait le meilleur moyen d'obtenir un appui dans l'opinion.

— Un journal parle de la formation prochaine d'un camp de 30,000 hommes dans le département de la Moselle. Cette mesure n'aurait rien que de très-naturel, en présence des mouvemens des troupes prussiennes. La France ne doit vouloir attaquer personne ; mais il est de sa dignité de se tenir prête à repousser toute agression.

— Une ordonnance datée du 23 août et publiée aujourd'hui seulement dans le *Moniteur*, contient les dispositions suivantes : Art. 1er. Les députés titulaires et les députés suppléants de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Saint-Dominique française et de Bourbon, actuellement en exercice, cesseront immédiatement leurs fonctions.

2. A l'avenir, les députés titulaires et suppléants seront nommés directement par les conseils-généraux des colonies.

— L'ambassadeur de Sardaigne a présenté à S. M. ses lettres de créance.

— L'envoyé des États-Unis a été reçu hier par le Roi, et a présenté à S. M. ses lettres de créance ; il était accompagné de M. le général Lafayette.

— La ville d'Issoudun est depuis trois jours le théâtre des plus graves désordres : le bas peuple s'est révolté sous le prétexte des droits-réunis et du prix élevé des grains, mais dans l'intention réelle de piller. Les perturbateurs ont brisé, dit-on, les portes et les fenêtres de plusieurs maisons riches. On rassemble toutes les gardes nationales des villes et villages environnans, ainsi que les troupes disponibles. Il y a à peu près deux mille hommes qui cernent la ville. Il avait été décidé que ces troupes y entreraient hier à neuf heures du matin, mais on a différé cette entrée afin d'attendre que toutes les forces fussent réunies. On désigne à peu près trois cents individus des plus coupables dont on veut faire l'arrestation.

— On dit que M. Charles Serrurier, chef de la division politique aux affaires étrangères, est nommé ministre plénipotentiaire aux États-Unis.

— Un journal assure qu'une régence carliste est organisée à Paris, sous le nom de Régence de Lulworth, et que M. Castelbajac en fait partie, ainsi que le frère de M. de Polignac, revenu depuis peu en France.

La commission de la cour des pairs, dans l'instruction du procès qui l'occupe en ce moment, ne se borne point à l'examen des charges énoncées dans l'acte d'accusation de la chambre des députés ; ses investigations s'étendent non-seulement aux ordonnances de juillet, mais à tous les faits qui s'y rattachent directement ou indirectement. Dans ce système, les commissaires de la cour des pairs se sont livrés à l'examen de tous les actes préparatoires ; ils ont cherché à pénétrer les motifs particuliers de toutes les résolutions qui ont été prises par le ministère depuis le 8 août 1829. Cette marche, qui a pour but de faire ressortir avec plus d'évidence les faits de l'accusation, entraînera nécessairement des longueurs : nous devons nous attendre à une procédure des plus compliquées.

— On annonce que M. Capelle, ministre de Charles X, n'a quitté Paris que le 11 de ce mois. On nous assure qu'il habitait une maison rue Royale, n. 9, et qu'il est parti par la malle-poste, muni d'un passe-port sous le nom de Grassian, ancien domestique.

— On désigne déjà M. de Talleyrand comme successeur à M. Maison, qui n'a accepté que temporairement le ministère des affaires étrangères. On avait pensé à M. de Rigny, qui a la réputation d'être encore plus propre à ce département qu'à celui de la marine. Mais sa parenté avec M. l'abbé Louis a fait ajourner le projet.

— Le 23 octobre, le Roi a reçu S. Exc. M. l'ambassadeur d'Espagne, qui a eu l'honneur de présenter ses lettres de créance à S. M.

Il a été conduit à l'audience par M. le ministre des affaires étrangères.

— Les avis de Londres disent que l'entrée du prince de Talleyrand à la Chambre des pairs, a fait une profonde sensation. La duchesse de Kent, la princesse Victoire, et tous les membres du corps diplomatique étaient présents.

## ARMÉE D'AFRIQUE.

(*Correspondance particulière.*)

Alger, 6 octobre, 1830.

La mortalité est presque nulle en ce moment ; cependant nos troupes sont complètement dégoûtées du pays. Cela se conçoit : mal couchées, fatiguées du service qu'on leur rend encore plus pénible par des corvées quotidiennes pour venir prendre les vivres en ville, elles doivent être fort peu portées à regarder la colonisation comme utile ou même possible. Les Arabes qui venaient en masse pour nous combattre, se sont retirés ; mais, depuis quinze jours, la ville en est inondée aux jours de marchés. La facilité inaccoutumée avec laquelle ils débitent leurs denrées les attirent de toutes les parties du royaume. Le général Clauzel paraît mieux les connaître que M. de Bourmont. Il a organisé un corps d'Arabes, qui sera bientôt porté à 2000 hommes : et ces troupes quoique ne valant pas les nôtres, paraissent mieux convenir au maintien de la tranquillité parmi les gens de la campagne. L'intérêt, qui est après tout, le plus puissant mobile des Arabes, finira par nous les attacher. On parle, depuis quelques



jours, de la concession que ferait le gouvernement français du royaume d'Alger à une compagnie de capitalistes. On parle pour cela d'un capital de cent millions ; avec lequel on croit qu'une compagnie ferait plus en dix ans que le gouvernement en soixante avec de plus fortes sommes.

Un local est désigné pour une ferme-modèle, et un capital de cent mille francs doit servir à mettre en rapport 3,000 arpens de terre : on a fait 200 actions qui, à peine émises, ont été enlevées. M. Clauzel encourage beaucoup cette entreprise ; il veut, à tout prix, avoir du poivre, du coton, du sucre et de la capelle d'Afrique. Cette ferme pourra fournir aux Arabes les graines et plants ; on tâchera d'y faire quelques élèves pour propager les connaissances parmi eux.

Alger a déjà quelque chose d'Européen ; restaurants, hôtels, cafés, cercles, cabinets littéraires, boulangers, tripots, maisons publiques, larges rues, places, éclairage, tribunal, douanes, octroi ; on nous promet même les droits indirects ; enfin, il ne nous manquera plus rien. Les Maures et les Juifs craignent toujours de nous voir évacuer ; ils ne pourraient plus alors se maintenir ici.

Le bey de Titteri, qui nous menace depuis long-temps de nous jeter dans la mer, avait annoncé aux consuls étrangers une attaque qu'il devait faire hier. Mais le général Boyer a poussé une reconnaissance dans la plaine de Metidjah, où il n'a rencontré que deux cents hommes, qu'un coup de canon a dispersés.

On écrit de Toulon, le 25 octobre :

« Les lettres apportées par la frégate la *Syrène* font connaître les détails de la perte d'un bâtiment de commerce près du cap Matifoux, qui termine le contour de la baie d'Alger à l'Est, où se trouve un banc de sable très dangereux, et que l'on n'évite qu'avec les plus grandes précautions. C'est là qu'un gros navire de commerce s'est violemment échoué et a été brisé par le choc. Une foule d'Arabes ayant vu ce désastre se sont rassemblés aussitôt sur le bord de la mer et ont exprimé leur joie par des cris épouvantables. Les malheureux naufragés, au nombre de cinquante, implorèrent en vain la pitié de ces barbares pour se faire conduire à Alger, mais ils les trouvèrent insensibles ; quarante-cinq marins furent assassinés et hachés sur le rivage ; cinq parvinrent à s'échapper. Il paraît que l'armée française n'a pu avoir connaissance de ce massacre. Si l'on n'avait pas abandonné le fort qui défend le cap Matifoux pour tout concentrer dans Alger, on y aurait laissé une garnison, et le malheureux équipage du navire naufragé n'aurait pas péri. C'est encore une faute de l'ex-général en chef qui avait peur du bey de Titteri, et qui n'osa pas laisser des troupes disséminées dans les petits forts situés le long du rivage.

« Quelques bâtimens ont mis à la voile ce matin ; sont : la frégate l'*Armide*, le brick le *Volligeur* et la frégate l'*Iphigénie* »

#### ESPAGNE.

BAYONNE, le 25 octobre 1830.

Le 23, après midi, le colonel Valdès est entré à Vera, et le même jour, le général Mina y est venu de Lesaca pour le recevoir, ainsi que ses troupes. Les deux chefs se sont embrassés, oubliant toute espèce de ressentiment antérieur pour travailler d'accord à la délivrance de leur patrie.

Mina devait faire un mouvement en avant hier au soir ; son quartier-général est une foire, où tout abonde ; le peuple et les troupes sont animés du meilleur esprit.

On admire autant qu'on respecte, un bataillon sacré commandé par l'ancien et brave général Butron, composé de 80 chefs de bataillon et officiers faisant partie du corps de Mina, dont les forces se grossiront incessamment.

Le général Espinosa fera son entrée du 26 au 27, par Roncevaux, avec une forte colonne, et le général Placencia marchera vers le haut Aragon, où de nombreux partisans attendent le moment de se réunir aux défenseurs de la liberté.

Tous ces chefs agissent sous les ordres du général Mina, et reconnaissent la junte directrice, en attendant que les circonstances permettent de former un gouvernement provisoire.

Le général Quiroga, que l'intérêt de sa patrie retenait à Paris, s'est rendu sur les Pyrénées aussitôt qu'il a appris le mouvement du général Mina, auquel il est très attaché. A son arrivée à Bayonne, il a adressé à ses compagnons d'armes une proclamation qui lui fait le plus grand honneur.

Avant-hier, Pastor a tenté un mouvement du côté de Tolosa, mais il ne l'a pas continué. On assure qu'aujourd'hui ce chef doit avancer en prenant la direction de la Navarre. Le brave Espinosa est aussi avec le Pastor.

Mina est entré hier, à deux heures de l'après-midi, sans coup ferir, à Irun. Une lettre reçue aujourd'hui de ce général, annonce que la désertion commence dans les corps royalistes de la garnison de Pamplune, et que déjà de petits détachemens étaient venus le rejoindre.

Il paraît que le général Placencia doit entrer aujourd'hui dans l'Aragon.

Des dépêches télégraphiques annoncent, dit-on, ce qui suit en date du 27, nous les transcrivons d'après le *Message*.

« Mina était hier soir à Ernani, et quelques villages lui fournissent de petits renforts.

On assure que les armes saisies à Oleron étaient destinées pour ceux des réfugiés qui ayant passé en Espagne par petits détachemens, sont dans les environs de Canfran. Le général Placencia devait se mettre à la tête de ce mouvement, qui était combiné avec celui de Mina. Cette saisie contrarie et compromet beaucoup les projets des réfugiés.

BAYONNE, 28 octobre.

Correspondance particulière.

Le sous-j refet de cette ville a reçu hier à 4 heures du soir la nouvelle suivante que lui ont communiquée les maires d'Espelette et de St-Jean-de-Luz, par ordonnance de gendarmerie.

« Dès que Mina se fut éloigné de sa position de Lesaca, voisine de celle qu'occupait Valdès à Vera, et que la marche de ce général vers Tolosa fut connue, les troupes royalistes

commencèrent à s'approcher du camp de Valdès ; et dans la matinée d'hier, elles l'attaquèrent avec des forces supérieures. Valdès se défendit avec courage, mais le petit nombre de ses partisans ne pouvant repousser l'ennemi, se replièrent vers la frontière où ils furent attaqués de nouveau près de Olette. Une défense vigoureusement soutenue arrêta pour un moment les assaillans ; mais redoublant d'efforts, et augmentant en nombre, ceux-ci contraignirent Valdès à se réfugier avec ses troupes sur notre territoire, où la fusillade continue encore. Valdès est blessé, ainsi que les généraux Butron et Lopez Banos qui se trouvaient à Vera, et qui se sont réfugiés en France.

« Aussitôt que cette communication fut reçue, de nouveaux ordres ont été expédiés sur-le-champ au commandant de nos troupes stationnées sur ce point de la frontière pour faire désarmer la troupe de Valdès et la diriger sous escorte vers notre ville.

« Hier au soir, Mina était aux environs de Vergara : dans le cas où il serait attaqué, la retraite lui deviendrait extrêmement difficile par Vera et par Irun : le premier point est occupé par une force de 4 à 5 mille hommes venus de la Navarre, et le pont de la Bidassoa est gardé à son entrée sur la rive espagnole par des soldats royalistes qui y ont été placés hier au soir.

« Nous venons d'apprendre qu'au moment où le général Espinosa venait de recevoir 400 fusils pour effectuer son entrée en Espagne par la montagne de Larrau, le sous-préfet d'Oleron a fait saisir ces armes. »

— Du 28. — Par suite de l'affaire d'hier, Valdès avec sa troupe a été désarmé sur la frontière et conduit à St-Jean-de-Luz. Il a eu quelques hommes tués et quelques autres blessés.

Le pont de la Bidassoa est gardé du côté de l'Espagne par des royalistes. Les constitutionnels qui y étaient se sont rendus à nos troupes et ont été désarmés.

— Du 29. — Les réfugiés du corps de Valdès sont maintenant à Bayonne et à Saint-Esprit, au nombre de 250. Dans le combat de Bera, 40 constitutionnels ont été tués ou blessés.

Les troupes royales, en poursuivant les réfugiés ont passé sur notre territoire ; mais sur la première sommation d'un officier français, le général Santos Lasdron qui les commande, les a rappelés au-delà de la ligne, et s'est excusé sur ce qu'il ne connaissait pas les limites.

— Du 30. — Hier, Mina a été attaqué à Lesaca par des forces supérieures. Sa troupe a été dispersée, et il s'est enfui par les montagnes avec quelques cavaliers.

El Pastor, avec une centaine d'hommes, a été poursuivi jusqu'à Urdach. Il a été désarmé sur la frontière par nos postes, et il doit être conduit ici avec son monde.

— Les nouvelles reçues à Paris aujourd'hui le 3 novembre, de Bayonne par courrier particulier, en date du 30 octobre au soir, sont extrêmement affligeantes pour la cause des patriotes espagnols. En effet, d'après les bruits qui s'étaient répandus dans cette ville, les échecs réitérés qu'ont éprouvés les patriotes dans les derniers jours du mois auraient tellement encouragé leurs ennemis, qu'une partie des populations voisines de la France, des provinces de Guipuscoa et de la Navarre, se seraient levées en masse pour leur courir sus. La position du général Mina serait devenue très-critique ; sa retraite sur les frontières de France aurait été interceptée, et il se trouverait dans les montagnes avec 60 fantassins et 40 chevaux, dans un fort mauvais état. On apprend que Mina lui-même est blessé ; néanmoins, on espère encore qu'il y a quelque exagération dans ces récits, et que les lettres de demain, reçues par le courrier ordinaire, pourront donner des renseignemens plus positifs.

#### BELGIQUE.

ANVERS, 26 octobre.

Le prince d'Orange s'est embarqué pour Londres ; avant son départ, il a fait la proclamation suivante :

« BELGES !

« J'ai tâche de vous faire tout le bien qu'il a été en mon pouvoir d'opérer, sans avoir pu atteindre le noble but auquel tendaient tous mes efforts, la pacification de vos belles provinces.

« Vous allez maintenant délibérer sur les intérêts de la patrie dans le congrès national qui se prépare, je crois donc avoir rempli, autant qu'il dépendait de moi en ce moment, mes devoirs envers vous, et je pense en remplir encore un, bien pénible, en m'éloignant de votre sol pour aller attendre ailleurs, l'issue du mouvement politique de la Belgique, mais de loin, comme de près, mes vœux sont avec vous, et je tâcherai toujours de contribuer à votre véritable bien-être.

« Habitans d'Anvers, vous qui m'avez donné, pendant mon séjour dans votre ville, tant de marques de votre attachement, je reviendrai, j'espère, dans des tems plus calmes, pour concourir avec vous à l'accroissement de la prospérité de cette belle cité.

« Donne à Anvers, le 23 octobre 1830.

Signé GUILLAUME, prince d'Orange. »

ANVERS, 28 octobre.

Nos volontaires après avoir fatigué pendant trois jours les ennemis par une guerre de tirailleurs, se rendirent enfin maîtres de Berchem et de Borgerhout, après des combats acharnés. Ils se trouveront ainsi au pied des murailles d'Anvers, où l'ennemi s'était retiré.

Le 26 au matin, le peuple d'Anvers, apprenant que nos volontaires étaient sous les murs de la ville, s'insurgea et désarma d'abord plusieurs militaires épars. Vers deux heures environ, cinquante bourgeois armés se portèrent au poste de la grande place où se trouvaient 300 hollandais et des détachemens de la garde communale. Les bourgeois attaquèrent vivement les soldats qui s'étaient formés en bataillon carré sur la place. La gare communale demeura neutre et se retira aux étages de la maison de ville. Après une fusillade d'une demi-heure environ, les bourgeois se rendirent maîtres de la

place. L'officier du poste avait été tué, 98 soldats et cinq sous-officiers furent faits prisonniers.

Les vainqueurs, secondés par un grand nombre d'auxiliaires qui s'étaient armés des fusils et munitions des vaincus, se dirigèrent sur diverses portes de la ville, où l'on se battit avec acharnement jusqu'à la nuit, sans d'autre résultat que des pertes de part et d'autre, en tués et en blessés.

Le 27, avant le jour, les combats recommencèrent avec un nouvel acharnement. Vers sept heures du matin, les bourgeois étaient maîtres de la Porte-Rouge et de la porte de Borgerhout. Les soldats s'enfuirent vers la porte Saint-George.

Nos volontaires entrèrent alors à Anvers par les portes enlevées aux Hollandais. Ils se rendirent sur la Grande-Place, où ils furent reçus avec un enthousiasme difficile à décrire.

Les bourgeois d'Anvers prenaient pendant ce tems la porte Saint-George, où les Hollandais s'étaient pendant long-tems défendus. D'autres de nos volontaires entrèrent alors par cette porte. Les chasseurs de Chasteler étaient parmi ces derniers.

Les Hollandais se retirèrent tous dans la citadelle, vivement poursuivis par les bourgeois, et la ville toute entière resta au pouvoir de ces derniers.

La lettre suivante continue les détails sur Anvers :

Anvers, le 27, à cinq heures du soir.

Nous arrivons à l'instant à Anvers. On bombarde la ville ; les boulets rouges, les grenades grondent partout ; déjà plusieurs maisons sont en flammes ; je vous écris de l'hôtel de l'ex-gouverneur, pour ainsi dire à la lueur d'un horrible incendie. C'est le général Chassé qui nous adresse ce dernier adieu ; il veut que le nom hollandais soit banni jusqu'au dernier instant. Nos braves sont entrés en ville ce matin : la proclamation que je vous ai envoyée par exprès doit vous avoir fait connaître les conditions de la capitulation : les Hollandais devaient évacuer la ville, occuper la citadelle et conserver provisoirement l'arsenal ; mais il paraît que vers les deux heures de l'après-midi quelques volontaires attaquèrent ce dernier poste ; les Hollandais se replièrent sur la citadelle, et alors commença la canonnade.

Nous n'avons que quelques pièces de campagne à opposer aux pièces de gros calibre ; la position d'Anvers est horrible ; les bâtimens de guerre qui sont dans l'Escaut commencent également à donner ; les fusées à la congrève volent ; à chaque instant on nous annonce un nouvel incendie ; nos soldats doivent demeurer spectateurs de ces désastres, ils ne peuvent qu'aller porter du secours là où les appelle le feu.

Niellon vient à l'instant nous trouver à la maison de l'ex-gouverneur où je me trouve avec Rogier, Chazal et le gouverneur comte de Robiano. Sa brave brigade est désolée ; Emare de Luxembourg, déjà blessé à deux reprises, a été tué ce matin dans la rue d'un coup de fusil dans le front.

Nous quittons l'hôtel du gouvernement ; l'incendie nous poursuit ; le ciel est en feu. Le plus épouvantable des crimes se consomme sans que nous puissions même tirer un coup de fusil...

Le commandant de l'artillerie Kessels a pu profiter de l'obscurité et de la marée basse pour diriger ses batteries sur les vaisseaux de guerre mouillés dans l'Escaut. Nous attendons l'issue de cette tentative.

La position, l'incendie de Bruxelles, pendant les journées de septembre ne sont rien en comparaison de ce qui se passe ici ; les boulets, les bombes tombent à nos côtés ; les femmes et les enfans se désolent, crient, pleurent ; nous nous arrachons les cheveux, nous sommes impuissans. C'est une vengeance unique que les Hollandais exercent sur Anvers ; c'est son commerce, sa prospérité toujours croissante qu'ils veulent anéantir, qu'ils anéantiront en la livrant aux flammes. Que l'Europe juge maintenant Guillaume et ses satellites, qu'elle ose encore leur prêter son appui. Le prince d'Orange a quitté cette ville depuis avant hier soir ; une proclamation annonce qu'il va attendre la décision du congrès en Angleterre.

Une députation de notables d'Anvers part à l'instant pour proposer la suspension du feu jusqu'à demain matin, où l'on prendra les conférences pour amener l'évacuation de la citadelle.

DUCPÉTIAX, avocat.

ANVERS, le 28, à neuf heures du matin.

Mon colonel,

En arrivant ici, mon premier soin a été de me mettre en rapport avec MM. Rogier, Nypels et Niellon, aux ordres desquels nous nous sommes placés. Le bombardement a cessé hier à onze heures du soir, et je ne suis pas depuis assez long-temps ici, pour entrer dans les détails qui ont motivé ce brigandage. Qu'il vous suffise de savoir maintenant et que quelques coups de fusils par des créatures de l'ennemi ont été le prétexte. Le ravage est considérable. La perte de l'entrepôt seule est évaluée à 55 millions de florins. On ne s'est pas encore rendu maître de l'incendie. Une partie de la rue du couvent a été la proie des flammes, beaucoup de maisons ont souffert et le port surtout.

En ce moment M. Chazal, accompagné de M. C. Dubois, se sont rendus à la citadelle pour traiter de l'armistice. Il est convenu depuis cette nuit qu'on ne bombarderait pas si le peuple n'attaquait point. La difficulté est de le contenir ; pour y parvenir, des patrouilles parcourent la ville ; nos braves maintiennent la tranquillité malgré leurs fatigues, et ont travaillé toute la nuit à sauver les caissons de l'arsenal qui n'offre plus qu'un monceau de cendres. M. Kessels, dans cette circonstance, comme dans toutes les autres, s'est conduit admirablement.

Vous comprenez le danger qu'il y avait à sauver ces caissons à travers l'incendie et le feu de l'ennemi, car, malgré la suspension d'armes, convenue quelques instans auparavant, ces scélérats envoyaient des balles à ceux qui se dévouaient pour sauver la ville de sa ruine totale.

Une trentaine de bandits sont sous le verrou. Ce sont les auteurs des malheurs que nous avons à déplorer.

Avant de fermer cette lettre, je tâcherai de vous faire connaître le résultat de la capitulation dont on traite à cette heure.

G. NIQUE.

(Courrier Français du Nov. 2.)



## Communications du gouvernement.

Propositions faites à M. le général Chassé, de la part du gouvernement provisoire, par son délégué, M. Félix Chazal :

- 1° Le gouvernement demande que le général Chassé évacue la citadelle dans trois jours ;
- 2° Le général et son armée pourront se retirer avec armes et bagages ;
- 3° Le gouvernement provisoire se charge de procurer au général tous les transports nécessaires à son départ et à celui de son armée.

4° Jusqu'à l'exécution des clauses ci-dessus les hostilités cesseront de part et d'autre.

Pour copie conforme :

CHAZAL.

## Propositions du général baron Chassé.

- 1° Le lieutenant-général baron Chassé ne rend pas la citadelle sans un ordre du roi, son auguste maître.
- 2° Pour le bien de la ville, il accepte une suspension d'armes, sous les conditions suivantes :
  - a. Qu'on cesse tous les travaux de défense ;
  - b. Qu'aucun homme armé n'arrive sur l'esplanade, et aux environs de la citadelle ;
  - c. Qu'aucun n'exerce aucune hostilité contre l'escadre de S. M. stationnée dans l'Escaut ;
  - d. Qu'on rende le magasin de vivres pillé hier à Rivoli malgré l'armistice, lequel a empêché le lieutenant-général baron Chassé d'ordonner une sortie contre les pillards.

Le lieutenant-général, Signé baron CHASSÉ.

Le gouvernement provisoire autorise M. Félix Chazal à traiter avec le général commandant la citadelle d'Anvers, sur les bases préalablement posées.

Du 29. — L'armistice conclu hier matin continue. M. Chazal est chargé des négociations entre Chassé et les nôtres ; la capitulation n'est pas encore arrêtée, et peut-être n'y en aura-t-il pas. Tout se réduira à une trêve ; Chassé demande un délai indéfini pour prendre les ordres de son maître le roi Guillaume.

On craint que l'incendie, qui s'était arrêté à un des côtés de la rue du Couvent, ne se communique au côté opposé ; une foule de femmes et d'enfants quittent la ville dans le dénuement le plus complet. On ne laisse pas sortir les hommes. La maison d'arrêt a été incendiée ; les prisonniers sont en liberté. Les volontaires marchent sur Lillo, Batz et St-Georges ; on y construira des radeaux pour couper le chemin aux frégates.

— Hier dans la matinée on a commencé à maîtriser le feu qui dévorait Anvers, Malines avait expédié ses pompes ; la fumée était affreuse.

Dans la soirée un armistice a été conclu avec la citadelle, par lequel on accorde au général Chassé pour évacuer la citadelle le temps de recevoir les ordres de son maître.

La ville présente le spectacle le plus déplorable et le plus triste ; on ne peut se faire une idée du tableau effrayant de ces ruines fumantes au milieu desquelles errent des vieillards, des femmes, des enfants au désespoir, dont le feu a dévoré l'asile et qu'il a réduits à la plus affreuse misère.

Il n'est pas vrai, comme l'annonce un journal, que les frégates qui étaient dans l'Escaut ont été coulées bas ; une corvette a seulement reçu quelques boulets dans ses mâts.

Il n'est pas vrai non plus que l'église Notre-Dame a été détruite.

## BRUXELLES, 2 novembre.

— On assure que l'ex-prince héritaire est maintenant à La Haye. Il s'est embarqué sur le bateau à vapeur de Rotterdam. Cette circonstance connue de tous les Anversoises les exaspère. Ils reconnaissent, mais trop tard, qu'ils furent joués par un prince aussi parjure que son digne père.

(Belge.)

— Il paraît certain que la citadelle d'Anvers n'est pas approvisionnée ; elle manque surtout de tabac dont le besoin s'y fait vivement sentir : sa garnison était de plus de 5000 hommes, mais le général Chassé en a fait embarquer une partie.

(Idem.)

## SARDAIGNE.

## NICE, 19 octobre.

Vous avez déjà sans doute entendu parler du généralissime Paolucci, natif de Parme et ayant servi l'Autriche et la Russie, maintenant chaud partisan du duc de Modène, ce qui lui a valu l'affection particulière du roi de Sardaigne, et dernièrement sa promotion au grade de généralissime. Cet homme parcourt aujourd'hui les états de Charles-Félix, pour inspecter les troupes, les fortresses, en un mot, pour préparer les choses au meilleur résultat pour les projets ultérieurs de l'Autriche, qui veut mettre un de ses archiducs sur le trône de Piémont.

Dans sa tournée, il a poussé jusqu'à Nice, où il a tout employé pour se concilier l'esprit des soldats sardes, actuellement en garnison ici. Ses avances ont produit peu d'effet et n'ont point arrêté les effets de la désertion en France. Il lui a fallu recourir à d'autres moyens, et c'est seulement depuis qu'on a répandu le bruit que la France était disposée à consentir à l'extradition des déserteurs et à les livrer à leur chef, qu'on est parvenu à les empêcher d'aller chercher la liberté dans un pays délivré du régime des nobles et des prêtres, classes anti-nationales dont le joug est devenu insupportable ici.

Tandis que le prince de Carignan passe forcément son temps à la chasse, Charles-Félix ne cesse, dans chaque conseil, à Turin, de déclarer qu'il veut abdiquer en faveur du mari de sa nièce, homme repoussé par tous les Piémontais et anti-national pour tous les Italiens. L'arrivée du généralissime est-elle étrangère aux projets qu'on médite à la cour ? Le plan qu'on a tracé ne reçoit-il pas déjà un commencement d'exécution ? Et croyez-vous inutile d'appeler sur ce point l'attention de votre cabinet ? Il faut qu'il sache aussi que partout on fait

des réparations aux fortifications ; qu'on exécute des travaux à la nouvelle citadelle de Vintimille ; qu'on y envoie quelques nouvelles troupes et plusieurs pièces de canon ; on a même surchargé de quelques mauvaises batteries le fort de Montalban et le port. Tout cela indique des intentions peu amicales pour la France.

## ALLEMAGNE.

## MAYENCE, 19 octobre.

Tout est ici en mouvement, et l'on travaille avec la plus grande activité à mettre cette forteresse dans un redoutable état de défense. Les ouvriers des environs sont mis en réquisition. Chaque Cie. de la garnison en fournit en outre vingt par jour, et les travaux de la tête de pont sur le Rhin se continuent sans interruption même pendant la nuit. Déjà 400 canonniers prussiens sont venus se joindre à ceux qui étaient ici, et l'on attend encore de grands renforts de troupes. L'hôtel connu sous le nom de Bassenheimer-Hof, ainsi que le Ban-Hof sont changés en casernes qui pourront loger plusieurs milliers de soldats, et toutes les autres maisons de la ville qui pourraient servir au même usage sont louées par la police. Il arrive journellement du Bas-Rhin des transports de poudre et de boulets, et les autorités militaires viennent de conclure des marchés avec quelques spéculateurs qui s'engagent à pourvoir la forteresse de comestibles, blé et bois pour un temps fixé. La première fourniture a été faite au prix de 700,000 fl.

— On lit dans un journal ecclésiastique :

« Les feuilles publiques d'Allemagne annoncent l'apostasie de la princesse royale de Prusse dont nous étions instruits depuis long-temps. L'événement est d'autant plus important, que par l'élévation du prince Frédéric au gouvernement à Dresde et par la mort du duc d'Anhalt-Kœthen, le catholicisme se trouve maintenant banni de toutes les cours du Nord, sans aucune exception. L'on se rappelle aussi que l'empereur de Russie, dans les négociations relatives au choix du nouveau souverain de la Grèce, a demandé l'exclusion des princes catholiques. Bientôt il n'y aura plus aucun pays au monde où l'Eglise ne soit de l'opposition. »

POLOGNE. — Des voyageurs qui viennent d'arriver de Varsovie à Leipzig affirment que la plus grande effervescence règne, non seulement dans cette capitale, mais dans tout le royaume de Pologne. Aussi ajoutent-ils que, pour prévenir toute explosion, ou pour être à même de l'étouffer aussitôt qu'elle viendrait à éclater, les Russes ont rassemblé des forces considérables sur les frontières polonaises. D'après leur dire, les troupes concentrées ici de manière à cerner le royaume, pourront être évaluées à 80,000 combattants.

Un général polonais, le comte Uminski, qui avait été impliqué dans la trop fameuse conspiration de 1826, et qui, comme propriétaire domicilié dans le grand-duché de Posen, avait été dans ce sens, sur la réquisition de la Russie, arrêté et confiné dans la forteresse de Schwendnitz, avait réussi à s'en évader. La fuite de ce prisonnier donnait une vive alerte aux autorités prussiennes et polonaises, dont tous les efforts pour le ressaisir avaient été jusqu'à présent entièrement infructueux.

## ANGLETERRE.

## LONDRES, 26 octobre.

— Aujourd'hui a eu lieu l'ouverture de la session du nouveau parlement. Les commissaires du roi étaient l'archevêque de Cantorbéry, le lord chancelier, le duc de Buckingham et les comtes Bathurst et Rosslyn. Après la lecture de l'ordre royal en vertu duquel ils étaient chargés d'ouvrir la session, les commissaires se sont retirés et les membres des communes qui avaient, suivant l'usage, pris place à la barre de la chambre des lords, sont retournés dans leur chambre. La séance a été remplie par la prestation de serment des membres des deux assemblées. Celle des communes s'est ensuite occupée de l'élection de son président. M. Manners Sulton, qui depuis long-temps avait occupé le fauteuil, y a été rappelé par ses collègues. Ce serment des lords a été reçu par le lord-chancelier qui l'avait prêté lui-même entre les mains du premier clerc de la chambre. Celui des communes a été reçu par le duc de Buckingham en qualité de lord grand-maître. Les chambres se sont ajournées à demain midi. Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, le discours royal ne sera lu aux chambres que le 2 novembre.

— Il paraît que le ministère restera tel qu'il est. Le duc de Wellington ne s'est pas entendu, dit-on, avec lord Palmerston. Sa Grâce a voulu exiger de ce lord qu'il rétractât ce qu'il avait dit précédemment contre son administration. Lord Palmerston n'a point jugé à propos de faire cette amende honorable.

— Le bruit a couru ici que M. de Talleyrand avait fait un voyage à Lulworth avant le départ de Charles X. Le fait est qu'il s'est absenté de Londres pendant quarante-huit heures. On prétend aussi qu'il a vu deux fois la duchesse de Berri chez l'ambassadeur de Naples.

— On lit dans le Court-Journal :

« Différentes cours de l'Europe s'intéressent vivement au sort des ex-ministres. Le duc de Wellington et les ambassadeurs d'Autriche, de Russie et de Prusse ont eu à ce sujet de fréquentes entrevues avec le prince de Talleyrand, et ont reçu de lui, au nom de son gouvernement, l'assurance qu'on ferait tous les efforts possibles pour sauver la vie de ces malheureux. »

— Une lettre de Londres porte que les nouvelles d'Irlande sont des plus alarmantes, et font présager un soulèvement prochain.

— Au retour de la séance d'ouverture du parlement, le duc de Wellington a été sifflé, hué et menacé par la populace et a eu beaucoup de peine à rentrer sain et sauf dans son hôtel.

## LONDRES, 30 octobre.

— Les désordres qui affligent le comté de Kent font chaque jour de nouveaux progrès. Les incendies se multiplient d'une manière effrayante. D'un autre côté, les paysans ne se bornent pas à brûler les granges et les meules de blé, ils brisent encore les machines à battre et autres instruments qui épargnent le nombre des bras dans les travaux de l'agriculture. Quelques uns des bandes qui parcourent le pays se font précéder du drapeau tricolore. Cependant on pense généralement que ces troubles n'ont aucun caractère politique et que leur unique cause est la misère affreuse des pauvres habitants de la campagne. On parle de déployer la plus grande sévérité contre les individus qu'on parviendra à saisir ; mais les gens sensés pensent avec raison qu'on n'obtiendra pas de cette manière le résultat qu'on désire, et que pour ramener la tranquillité il faut remonter aux causes du désordre : c'est en les faisant cesser et en apportant un remède aux maux qui désolent la classe indigente, qu'on pourra faire renaître la paix. Un excès de rigueur ne saurait être tout au plus qu'un palliatif momentané et peut-être aurait pour effet d'exaspérer le peuple au point d'amener une commotion plus violente que celle qu'on cherche à apaiser.

— Le Courier sonne l'alarme au sujet du changement de ministère qui se prépare en France. Il ne voit de salut pour ce pays que dans le maintien des doctrinaires à la tête du gouvernement.

— La reconnaissance du gouvernement de don Miguel paraît arrêtée entre l'Angleterre et l'Autriche. Elle doit être très-prochaine. Il paraît que la France a été vivement pressée de se joindre à ces deux puissances. Nous ignorons la détermination qu'a prise notre cabinet. Il n'a plus aujourd'hui les scrupules de la légitimité à opposer aux demandes de don Miguel, mais il doit avoir une généreuse antipathie contre le monstre qui depuis trois ans épouvante l'Europe de ses atrocités. On dit que pour obtenir l'assentiment de la France le cabinet de Lisbonne a donné des ordres pour que le pavillon tricolore fut admis partout dans les ports qui lui appartiennent. Mais ces ordres viennent après des insultes, pour lesquelles on n'a point encore obtenu une complète satisfaction.

## DISCOURS DU ROI D'ANGLETERRE.

La correspondance de Londres de mardi 2 novembre, nous apporte le discours du roi d'Angleterre, prononcé le même jour à la séance d'ouverture du Parlement britannique. Les données qu'on avait hier à la Bourse sur ce document se sont en partie trouvées confirmées par sa publication officielle.

Voici le texte même du discours :

« Milords et Messieurs,

C'est avec la plus grande satisfaction que je vous vois réunis autour de moi pour m'aider de vos conseils.

« Depuis la dissolution du dernier Parlement, des événements d'un grave intérêt sont survenus sur le continent européen.

« La branche aînée de la maison de Bourbon ne règne plus en France, et le duc d'Orléans a été appelé au trône avec le titre de Roi des Français.

« Ayant reçu du nouveau souverain l'expression de son vif désir de cultiver les bonnes relations, et de maintenir inviolablement les engagements faits avec ce pays, je n'ai pas hésité à continuer les rapports diplomatiques et de bonne amitié précédemment existant avec le cabinet français.

« J'ai vu avec un profond regret l'état des affaires dans les Pays-Bas. Je déplore que l'administration éclairée du roi Guillaume n'ait pu préserver ses états de la révolte, et que sa prudente résolution de soumettre les désirs et les réclamations de son peuple à la délibération d'une réunion extraordinaire des états généraux n'ait pu amener une solution satisfaisante.

« Je vais m'occuper, de concert avec mes alliés, de rétablir la tranquillité par tous les moyens qui peuvent être compatibles avec le bien-être du gouvernement néerlandais et la sécurité des autres gouvernements.

« Des symptômes de tumulte et de désordre ont fait naître des inquiétudes dans diverses parties de l'Europe ; mais les assurances que je continue à recevoir des dispositions amicales des cours étrangères, me font espérer justement que mes peuples continueront à jouir des douceurs de la paix.

« Pénétré en tous temps de la nécessité de garder la foi des engagements pris au nom de la nation, j'ai la conviction que ma détermination de maintenir, d'accord avec mes alliés, les traités sur lesquels est fondé le système général de l'Europe, vous paraîtront la meilleure garantie du maintien de la paix du Monde.

« Jusqu'à présent je n'avais point accrédité d'ambassadeur à la cour de Lisbonne ; mais le gouvernement portugais s'étant résolu à satisfaire, par une large et générale amnistie, la justice et l'humanité, j'ai pensé que le temps était venu de renouer, dans l'intérêt de mes peuples, des relations qui ont si long-temps existé entre les deux pays.

« Ma profonde sollicitude pour le bonheur de mes sujets, m'engage à recommander à l'attention immédiate du Parlement, les mesures à décider pour l'exercice de l'autorité royale, dans le cas où il plairait à Dieu de terminer ma vie avant que mon successeur ait atteint l'âge de maturité.

« Je suis tout prêt à concourir avec vous à toutes les mesures qui vous paraîtront propres à conserver intactes la dignité et la stabilité de la couronne, et à assurer de plus en plus les garanties des libertés civiles et religieuses de mon peuple.

« Messieurs de la Chambre des Communes,

« J'ai donné ordre qu'on vous soumit les états des dépenses pour la présente année, que le précédent Parlement n'a pu régler avant sa séparation. Les états pour l'année prochaine seront dressés avec les idées d'économie que j'ai résolu d'étendre à toutes les branches des services publics.

(Les aînées suivants sont relatifs à la liste civile.)

« Milords et Messieurs,

« Je suis profondément affligé que dans quelques districts de ce pays, mes sujets aient souffert dans leurs propriétés, par des complots ayant pour objet la destruction des machines, et que de graves dommages aient aussi été causés par les actes coupables des incendiaires.



« Je n'ai pu voir sans chagrin et sans indignation les efforts perfides tentés pour souffler parmi mon peuple un esprit de mécontentement et de désaffection, et troubler la concorde qui a heureusement prévalu dans les parties de mes états, dont l'union est essentielle au maintien de la force et du bonheur général. »

« Je suis décidé à employer, dans toute l'étendue de mon pouvoir, tous les moyens que les lois et les constitutions ont placés dans mes mains, pour punir la sédition, et obtenir la prompte répression du désordre et de la révolte. »

« Parmi toutes les difficultés des conjonctures actuelles, je reçois avec une haute satisfaction les témoignages de loyauté et d'attachement de la plus grande partie de mon peuple. J'ai la certitude qu'il appréciera à sa valeur les grands avantages de cette forme heureuse de gouvernement, sous laquelle, avec la faveur de la divine providence, ce pays a joui, pendant une longue suite d'années, de la paix intérieure, de la prospérité commerciale, de la vraie liberté, enfin de tout ce qui constitue le bonheur public, plus qu'aucun autre pays du monde. »

« Le grand but de ma vie est de conserver ces jouissances à mon peuple, et de les transmettre intactes à ma postérité, et je suis animé du désir de me décharger des devoirs sacrés qui me sont confiés, sur la sagesse et l'affection du parlement, et l'appui de mes fidèles et loyaux sujets. »

— Il s'est fait fort peu d'affaires à la bourse de Londres ; les consolidés sont restés à 83  $\frac{1}{2}$  s. — On avait fait à Lloyds le matin une assurance d'environ 100,000 liv. st. pour un chargement d'armes expédiées d'Angleterre en France.

## ÉTATS-UNIS.

### NEW-YORK.

Par le *De Rham*, parti du Havre le 5 novembre, nous avons enfin reçu des nouvelles d'Europe auxquelles nous consacrons notre feuille toute entière. La plus importante est celle du bombardement d'Anvers ; ce sont les adieux du roi de Hollande à la Belgique, adieux sanglants comme ceux de Charles X à la France.

Un nouveau ministère, dans le sens de la gauche pure de la chambre des députés, promet à la France toutes les institutions libérales qu'elle demande. C'est une concession aux idées de la révolution et aux vives réclamations de la jeunesse. M. de Montalivet n'a pas trente ans.

Les incendiaires ont reparu dans plusieurs parties de la France.

Les nouvelles élections ont rappelé à la chambre des députés la plus grande partie des membres qui avaient accepté des emplois salariés. Parmi les nouveaux élus se trouvent MM. Isambert, Barthe, Odillon Barrot, et deux aides-de-camp du roi, MM. de Rumigny et Jules de Larocheffoucault. M. Villemain n'a pas été réélu.

MM. les éditeurs du *Journal of Commerce* ont bien voulu mettre à notre disposition une épreuve du *Journal du Havre*, du 5 novembre, contenant le discours du roi d'Angleterre, la seule que le capitaine Depeyster ait pu obtenir, après l'avoir attendue plusieurs heures sous voiles.

Nous insérons une lettre de notre Correspondant Parisien, elle est écrite avant le changement de ministère.

### LETTRES ÉCRITES DE FRANCE, AU RÉDACTEUR DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

No. LX.

PARIS, 31 octobre 1830.

MONSIEUR,

La guerre est au ministère, il est reconnu que MM. Guizot et de Broglie ne peuvent plus en faire partie, aussi compose-t-on un ministère sans ces deux noms, et M. Molé demeure-t-il indécis entre le fait existant ou négatif d'être ou de ne pas être : M. de Broglie se réfugiera dans la Chambre des Pairs, mais il n'y retrouvera plus son rang. MM. Decazes, Pontécoulant et Laisné se sont mis à la tête du parti libéral de cette chambre et dépassent de beaucoup la mesquine opposition qu'y faisait M. de Broglie avant la révolution de juillet. M. Decazes paraît disposé à user de tout son talent à la chambre des pairs ; cet homme d'état est rompu aux affaires qu'il a longtemps maniées, il est doué d'une voix sonore, d'une élocution facile, il a l'art heureux de ramener toujours la chambre à la question, et de rattacher la question elle-même aux principes ; c'est un talent que n'ont pas la plupart de ses collègues et qui lui donne une grande supériorité. M. de Pontécoulant joint à une extrême sagacité, le souvenir exact des faits et des dates. M. Laisné ne parle jamais que sous l'inspiration de la gloire de la France et du bonheur de ses concitoyens. Les utopies doctrinaires de M. de Broglie pâliront, sans doute, devant le talent des trois orateurs que je viens de signaler, et il se renfermera dans les colonnes du *Globe*, dont il a été un des rédacteurs avant son ministère. M. Guizot a offert au roi, il y a huit jours, de se retirer immédiatement ; c'était, dit-on, une offre faite de bonne foi, et qui venait de la conviction qu'il a acquise de son inutilité, peut-être même du danger de sa présence au ministère, mais M. Guizot ayant voulu dénouer dans ses salons un drame qui s'est noué dans les rues n'a point, par cette démarche, reconquis de popularité ; on n'y a vu que de l'impudence ou de la dissimulation ; il reste cependant jusqu'à une organisation définitive, mais la est la

difficulté : il s'agit de savoir si on formera un ministère du centre gauche, de la gauche pure, ou de l'extrême gauche ; on prend des résolutions qu'on rejette d'heure en heure, et j'ai retardé d'un jour l'envoi de cette lettre pour vous annoncer une résolution que je ne peux pas vous donner ; au moment où j'écris on parle de MM. Laffitte, Gérard et Dupont pour former le cabinet, c'est comme vous le voyez la gauche pure.

L'homme que redoutent l'aristocratie, les doctrinaires et les chambres, l'homme qui, si on le met à la tête du ministère, paraît vouloir marcher d'après l'impulsion des trois journées, porte un nom nouveau dans les affaires politiques, mais qui n'est pas sans influence dans les choses privées et qui depuis un an marque à la chambre des députés, c'est M. Mauguin, avocat célèbre, orateur ardent qui, dit-on, a autant de vivacité dans l'exécution que dans la parole ; ceux qui redoutent sa démocratie le blâment hautement d'avoir prêté son appui aux sociétés populaires, et l'accusent de s'être trouvé dans les rassemblements des 17 et 18 octobre. Nous ne croyons pas ce dernier fait, mais le premier est patent et c'est une suite naturelle des opinions politiques de M. Mauguin. Quoiqu'il en soit, son entrée au ministère donnerait aux affaires une marche ferme, et ferait disparaître une indécision qu'on présume que le nouveau ministère continuera, s'il n'en fait pas partie.

On parlait beaucoup ces jours passés de MM. Lafayette et Casimir Perrier, cette combinaison semble abandonnée.

Le désir de sauver les ex-ministres est toujours dans la pensée du gouvernement, c'est une idée fixe et funeste qui peut compromettre la tranquillité de Paris et de la France, mais on y tient malgré cela. La garde nationale fait le service de Vincennes, et on laisse les ex-ministres se mêler aux citoyens et converser avec eux ; le général Daumesnil, gouverneur de Vincennes, annonce leur présence par quelques phrases préparatoires : ce sont, dit-il, des coquins, qui ont fait bien du mal, mais à tout prendre, ils sont fort bons diables, et c'est une chose fâcheuse que de penser à l'issue de ce procès. — Alors arrivent les ex-ministres. M. Peyronnet conserve sa fierté hautaine ; M. Chantelauze fait parler sa santé chancelante, et les traces visibles de la maladie répandues sur son visage ; le prince de Polignac conserve des airs de grand seigneur et des allures courtoises ; le seul M. Guérnon de Ranville agit et parle avec une liberté qui ne paraît pas dissimulée et va jusques à plaisanter. Tous ces moyens ne réussissent pas, parce que d'un côté le général Daumesnil ne met pas assez d'adresse dans ses préparations oratoires et que de l'autre la garde nationale n'éprouve aucune sympathie pour des hommes qu'elle accuse, avec raison, d'avoir fait répandre le sang du peuple ; tout ce qu'elle fait, c'est de s'abstenir de toute recrimination et même de toute discussion ; *res sacra miser* est une maxime que le peuple de Paris connaît parfaitement et qu'il met généreusement en pratique.

Les défenseurs des ex-ministres ont à cœur d'établir que le peuple a tiré le premier, alors la garde royale et la troupe de ligne n'auraient fait que se défendre, et les accusés se trouveraient déchargés de l'imputation la plus odieuse. C'est sur ce précédent qu'ils fondent une partie de la défense. Pour y parvenir on s'est livré aux enquêtes les plus minutieuses ; on a appelé tous les commissaires de police en fonctions le 26 et le 27 juillet, on a pris leur déclaration et enfin on les a engagés à réunir le plus de témoins et d'informations possibles ; toutes ces peines seront inutiles, la vérité est une, le fait est flagrant et il faudra, sans doute, se résigner à en subir les conséquences.

En vous parlant de l'aristocratie du faubourg St-Germain, et des doctrinaires utopistes qui arrêtent le mouvement de tout le poids de leurs préjugés ou de leurs opinions, je ne vous ai point parlé des plus grands ennemis du nouvel ordre de choses ; les plus grands ennemis de la révolution glorieuse de juillet sont les jésuites, et, il faut le dire, le clergé qui sous le règne odieux de Charles X s'était réuni à la Congrégation. Le parti prêtre veut dominer, et comme avec la liberté c'est une chose impossible, il soutient et favorise l'absolutisme et le pouvoir absolu ; on a laissé le clergé intact, on a protégé les prêtres, ils n'ont pas perdu un seul cheveu de leur tête, et cependant les chaires ont retenti de prédications furibondes, le drapeau tricolore fait mal à ces ministres de paix et de charité qui ne sont jamais avares de malédictions. On raconte qu'un vieux curé malade et goutteux a quitté son lit au milieu de la nuit pour aller enlever les trois couleurs qui flottaient au haut du clocher de son église, et a fait ainsi dans les ténèbres un voyage aérien et périlleux que les jeunes gens les plus hardis de sa paroisse n'exécutent qu'avec précaution à la clarté du jour ; tellement la vivacité des opinions ultramontaines donne d'audace et de courage ! Beaucoup refusent de chanter en l'honneur du Roi des Français le *Domine salvum fac regem*, et quelques préfets ne sont venus à bout de leur opiniâtreté qu'en donnant des ordres pour refuser tout salaire aux dissidents ; cette mesure a produit son effet et ils s'unissent à la nation pour son argent. Dans le Midi les prêtres sont à la tête des rassemblements, et ils poussent l'audace jusques à crier ou faire crier Vive Charles X. Ces démonstrations ennemies ne sont dangereuses que pour le clergé lui-même. L'intérêt personnel, une ambition purement temporelle percent partout, et nous ne pouvons qu'approuver la tolérance du

gouvernement qui ferme les yeux sur beaucoup de choses : le siècle des persécutions et des martyrs est à jamais passé, Dieu merci, et le clergé ne s'aventure si étourdiment que parce qu'il le sait mieux que nous.

Demain 31 octobre le roi Louis-Philippe passera dans le Champ-de-Mars une revue générale de la garde nationale. Il sera accompagné du général Lafayette. Les gardes nationaux de quelques communes des départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne sont à l'heure qu'il est en marche pour y assister. Il y aura dans le Champ-de-Mars 100 mille hommes réunis.

Agréez, Monsieur, etc.

LE CORRESPONDANT PARISIEN.

M. Samuel W. Dyde est autorisé à recevoir le montant des souscriptions à notre feuille dans le sud des États-Unis.

Nos abonnés de St-Thomas, Ste-Croix et Porto-Rico sont prévenus qu'à l'avenir M. John Thomson, sera seul chargé de recevoir le montant de leurs souscriptions. C'est à lui que doivent s'adresser aussi les personnes de ces colonies qui désirent s'abonner au *Courrier des États-Unis*.

D'après le rapport du général Macomb, l'armée des États-Unis se compose de 6188 hommes, dont 546 officiers commissionnés. Le département de l'est est commandé par le général Scott, celui de l'ouest par le général Gaines. La nouvelle levée, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre 1830, est de 1538 hommes.

Le rapport du commandant du génie annonce que ce corps, pendant la dernière saison, a fait travailler à 43 ouvrages, outre les fortifications, et que plusieurs ont été achevés. Dix-sept ouvrages nouveaux, dont les plans ont été adoptés doivent être commencés aussitôt que possible. L'estimation est de \$4,531,873. Dans le nombre on remarque les suivants :

Fort Tompkins, (New-York),	\$420,826 14
Redoute en avant,	65,162 44
Fort à Wilkins' Point, (N-York)	456,845 51
Fort à Throg's Point, (N-York)	471,181 53
Fort à Dumpling's Pt. (N-York)	759,946 57

Le fort Hamilton, dans le port de New-York, et le fort Jackson à Plaquemine-Bend, pourront, dans un mois, recevoir garnison. La tour de Bayou-Dupré, auprès de la Nouvelle-Orléans, est achevée et a dû être occupée le 31 juillet dernier.

## ANNONCES.

Mme. V. J. ARTIGUENAVE qui a professé avec succès à Paris et deux ans à New-York, a l'honneur de faire part aux dames de cette ville, qu'elle ouvrira, le 20 de ce mois, un Cours de Musique, et de Forte Piano, qui aura lieu trois fois par semaine, le lundi, mercredi et samedi, de dix à quatre heures ; le prix est de \$25 par quartier.

Mme. A. joindra à ce cours de musique, un Cours de Langue Française, le mardi, jeudi et samedi, de dix heures du matin à deux heures de l'après-midi. Le prix du quartier est de \$10.

No. 63 Murray street.

### AUX AMATEURS DE MUSIQUE.

M. DESBARATS, élève des célèbres *Mori* et *Kieserwetter*, a l'honneur de prévenir les dames et le public de cette ville en général, que son intention est de donner des leçons de Violon, de Piano, et de Musique Vocale. Il espère que la méthode excellente des maîtres dont il est l'élève et d'après laquelle il enseigne lui-même, son assiduité et son exactitude pourront lui mériter des encouragements dont il se rendra digne.

M. D. accorde aussi les piano et à des prix modiques. S'adresser au No. 64 Beekman-street.

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au *High School*, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8. Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie 4me preuve, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeannes ou futs en entrepôt ; Chateau-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-Rôtie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignau, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartements bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

### CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le *Courrier des États-Unis* paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit à New-York, au bureau du *Courrier des États-Unis*, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du *Courrier des États-Unis* ou à M. Wm. A. WISNART, Caissier du Journal.

### PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année 320, avec le Journal.

315, sans le Journal.

31 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 25 cent pour chacune des fois suivantes.